

3^{ème} Conférence panafricaine de la jeunesse
“L’avenir c’est maintenant – Les jeunes ne sont pas trop jeunes pour diriger”/
Événement parallèle de l’OIE sur l’avenir du travail

Banjul, Gambie
24-25 mars 2019

RÉSUMÉ ANALYTIQUE DES FAITS MARQUANTS ET CONCLUSIONS

Contexte:

Le nombre de jeunes hommes et de jeunes femmes sans emploi en Afrique ne cesse de s’accroître et les opportunités dans les formes “traditionnelles” de travail diminuent en raison de différents facteurs comme la faible productivité, l’effondrement du boom des produits de base, les déficits en compétences, la concurrence mondiale et l’adoption de nouvelles technologies. En moyenne, les jeunes constituent près de 60% de la population des pays africains. Pour la Commission de la jeunesse africaine (CJA) et ses partisans, cela souligne la nécessité pour les jeunes d’avoir un siège à la table – l’avenir leur appartient et ils ne peuvent pas attendre 25 ans de plus pour être inclus dans les discussions. Tirer parti du potentiel de la jeunesse devrait maintenant être une priorité pour les dirigeants, pour les jeunes eux-mêmes et pour toutes les autres parties prenantes.

“Redouble tes efforts, Afrique!”

Le progrès, le développement, la paix et la sécurité devraient être au premier plan des politiques gouvernementales. Le manque d’opportunité et de développement ainsi que les migrations irrégulières, peuvent avoir des conséquences fatales. Les jeunes devraient avoir l’occasion de parler à leurs dirigeants pour exprimer leurs préoccupations afin d’élaborer des politiques qui créent des opportunités, qui apportent la prospérité chez eux et qui, à long terme, sauvent des vies.

Conférence de la CJA et événement parallèle de l’OIE :

La participation de membres venus d’Afrique de l’Ouest et d’Afrique centrale à la Conférence de la CJA et à l’événement parallèle de l’OIE -rendue possible grâce au partenariat OIE-UE- a marqué la ferme volonté du secteur privé d’inclure la jeunesse africaine dans le discours politique sur l’emploi des jeunes et sur le développement des compétences et des entreprises.

Plus d’un million de jeunes à travers le continent cherchent à entrer annuellement sur le marché du travail qui n’a pas la capacité de les absorber.

“Il est urgent de veiller à ce que la jeunesse africaine soit prête pour l’avenir et suffisamment équipée grâce à une formation adéquate lui permettant d’accéder à des emplois de qualité de plus en plus numérisés dans toute la région.”

Les employeurs dans toute la région identifient régulièrement une main d'œuvre insuffisamment qualifiée comme étant un obstacle pour leurs entreprises, un facteur qui peut être atténué en déstigmatisant la formation professionnelle, en rendant les possibilités d'EFTP plus largement disponibles et en veillant à ce que les politiques clés incluent l'alignement des programmes scolaires sur les besoins de l'industrie et en aidant à développer les compétences essentielles aux entreprises. Un exemple soulevé au cours de la conversation portait sur une entreprise africaine qui n'avait pas été en mesure de recruter des scientifiques des données en Afrique et qui avait dû se résoudre à avoir recours à de la main-d'œuvre venant de l'étranger.

Un consensus s'est dégagé sur la nécessité d'accroître les compétences, la reconversion, le perfectionnement des compétences des jeunes et de la main d'œuvre actuelle, qui doit inclure le renforcement de la confiance en soi ainsi que le renforcement des compétences créatives et générales comme le travail d'équipe.

Il est également nécessaire de revoir les politiques de l'emploi afin d'améliorer l'environnement favorable aux entreprises et à l'entrepreneuriat. Les jeunes doivent avoir l'occasion de devenir économiquement autonomes et un moyen d'y arriver c'est en encourageant les jeunes à transformer leurs idées novatrices en opportunités d'affaires et d'encourager la production et les services en Afrique. De cette manière les jeunes gens pourront devenir économiquement indépendants et influencer l'élaboration des politiques et les prises de décision.

Compte tenu des problèmes persistants d'inadéquation des compétences et de pénurie d'emplois et la nécessité d'un environnement favorable à l'entrepreneuriat dans la région, l'OIE a organisé un événement parallèle le 24 mars sur "L'avenir des compétences et de l'emploi en Afrique" afin de réunir des jeunes de tout le continent avec les organisations d'employeurs pour discuter des principales tendances qui sous-tendent l'avenir de l'emploi et des compétences et encourager le dialogue sur les politiques de l'emploi et de l'entrepreneuriat.

"Les jeunes sont prêts à contribuer à la transformation de leur propre pays."

Animé par Anetha Awuku, Chef de projets de l'OIE, l'événement parallèle encourageait les jeunes à réfléchir à un certain nombre de questions sur l'avenir du travail, leurs aspirations en termes de ce qu'ils souhaiteraient surtout obtenir de leur emploi, les secteurs de l'emploi les plus à même de créer de l'emploi en Afrique et plus encore. Les contributions ont démontré que les jeunes peuvent et veulent contribuer à "l'Afrique que nous voulons" et qu'ils doivent recevoir le soutien des décideurs politiques pour le faire et pour être habilités à diriger.

Les intervenants Richard Gbedoah (Réseau mondial pour l'apprentissage - GAN) et Beatrice Pokuah Prempeh (Association des employeurs du Ghana - GEA) ont donné un aperçu du paysage actuel en Afrique en matière d'emplois et de compétences. Richard a partagé les perspectives de GAN4Youth sur l'inadéquation des compétences que les employeurs rencontrent actuellement dans la région tandis que Beatrice a souligné le travail mené par les organisations d'employeurs dans ce domaine, y compris la manière dont la GEA luttait contre l'informalité.

Momarr Mass Taal (PDG de Tropingo Foods – Gambie) et Tony Nyagah (PDG de Strauss Energy - Kenya) se sont inspirés de leurs propres expériences de réussite entrepreneuriale pour souligner le riche potentiel de création d'emplois dans les secteurs de l'agro-alimentaire et de l'énergie solaire. Alors que l'Afrique vise à devenir plus numérisée et plus engagée sur le plan technologique, les industries créatives, la conception et l'ingénierie numériques, la technologie des données, les soins, l'éducation et la santé étaient considérés comme des secteurs prometteurs pour la création d'emplois.

Il a été souligné qu'il existe un éventail de compétences dans tous les secteurs de l'emploi. Les jeunes peuvent par exemple envisager de devenir assistant ou technicien de laboratoire plutôt que technologue ou pathologiste de laboratoire. De la même manière, il existe des opportunités pour des soudeurs dans l'industrie aéronautique, pas seulement pour des ingénieurs.

Alors que l'Afrique cherche à se numériser, des questions ont été soulevées sur la manière d'assurer un approvisionnement durable et constant en électricité, faute de quoi des coupures d'électricité pourraient survenir, entraînant le gaspillage de denrées périssables ; des difficultés pour les entreprises à fonctionner et à fournir des services ; des obstacles au développement technologique et des services, y compris l'accès à internet et aux services de télécommunications. C'est la raison pour laquelle il faudrait réduire les obstacles aux investissements en R&D et services en énergie durable et prendre des mesures incitatives à l'introduction des nouvelles technologies dans tous les secteurs. D'autre part, afin de comprendre ce que signifie l'agriculture au 21^{ème} siècle, il faut investir dans les équipements et la transformation et se concentrer sur l'autosuffisance alimentaire de l'Afrique plutôt que de compter sur les importations.

Balogun Odunayo (Association consultative des employeurs nigériens), Paul Adama (Association consultative des employeurs nigériens) et Moses Mubiru (Fédération des employeurs ougandais) ont fait passer un message fort suivant lequel l'avenir n'arrive pas tout seul, il faut le créer, ce qui a donné le ton pour que les participants se livrent à une réflexion sur les possibilités d'avenir socio-économique et de développements futurs de l'Afrique.

“La voie à suivre est la collaboration, la coordination et le partenariat.”

Buba Saho (Chambre de commerce et d'industrie de Gambie) a souligné le travail des associations d'employeurs et d'entreprises et la nécessité d'intensifier les partenariats entre les gouvernements, les employeurs, les établissements d'enseignement et d'autres parties prenantes pour adopter des stratégies efficaces. Ousseine Diallo (FOPAO) a soutenu cette approche et réitéré que l'objectif n'était pas de créer de nouvelles méthodes et de nouveaux processus, mais d'utiliser les processus existants pour combler les déficits en matière de compétences et d'emplois.

Il a également été convenu qu'il était urgent d'examiner des politiques visant à créer un environnement plus favorable aux entreprises et à l'entrepreneuriat et à renforcer et à soutenir les jeunes entreprises et les PME. Il a ensuite été mentionné qu'un climat d'affaires durable et créateur d'emploi exige des institutions fortes et, pour le secteur privé, cela implique d'avoir des organisations d'employeurs ayant la capacité de prôner un environnement favorable ; que le renforcement des institutions de dialogue social responsable, comme les organisations d'employeurs, contribuaient à la

promotion de la responsabilité et de la bonne gouvernance et que des OE efficaces apportaient des services de soutien essentiels aux entreprises.

Il a été reconnu que les jeunes innovent plus rapidement que les gouvernements ne peuvent adapter leurs politiques. Les jeunes trouvent par exemple des solutions dans le secteur de la technologie financière. La technologie galvanise et amplifie la voix des jeunes.

“Nous ne pouvons pas ressasser les problèmes de l’Afrique, nous devons nous concentrer sur des solutions et des plans d’action concrets.”

Suggestion d’actions pour tirer profit des talents des jeunes

1. Créer des pôles d’innovation et des *think tanks* permettant aux jeunes de se réunir et de trouver des solutions.
2. Trouver de meilleurs moyens pour sensibiliser les jeunes sur le type d’emplois disponibles, par exemple par le biais de recherches d’emploi en ligne et investir dans des centres pour l’emploi.
3. Changer les mentalités sur le type de travail que les jeunes peuvent faire, par exemple investir dans des concours locaux d’entrepreneuriat et les médiatiser à la radio, dans les journaux et en ligne.
4. “Déstigmatiser” la formation professionnelle.
5. Mettre en valeur le travail de jeunes qui se sont distingués dans différents secteurs.
6. Être présent physiquement dans les instituts et les centres de formation et participer à des discussions universitaires.
7. Intégrer les jeunes au dialogue politique en ciblant les organisations de jeunes dans chaque pays et en leur offrant un siège à la table.
8. Mettre l’accent sur la création d’énergie durable pour pouvoir progresser dans les domaines technologique et industriel.
9. Faciliter l’enregistrement des entreprises afin de décourager l’informalité.
10. Encourager les jeunes à s’inscrire à des programmes de mentorat et à parrainer d’autres jeunes.
11. Utiliser le cinéma et la télévision pour diffuser le message sur l’importance de la participation de la jeunesse à l’élaboration des politiques et la prise de décision.

“Que puis-je faire à mon niveau comme jeune dirigeant?”

1. Souvenez-vous que la compétence n’attend pas le nombre des années ! Développez la confiance en vous.
2. Soyez responsable du travail que vous réalisez et des services que vous fournissez.
3. Lancez vos idées à chaque occasion et stimulez les investissements.
4. Utilisez les réseaux existants qui rassemblent les adolescents et harmonisez votre travail.
5. Associez-vous avec d’autres jeunes quand c’est possible pour être unis dans un même message afin d’éviter les divisions.

Après l'évènement parallèle, les responsables de l'OIE se sont réunis pour regrouper les principales conclusions des OE concernant l'intégration des jeunes aux processus d'élaboration de politiques et de prise de décision :

1. Prendre des mesures pour intégrer les jeunes dans les structures dirigeantes des OE ; les jeunes doivent être valorisés et encadrés dans des postes de direction.
2. Continuer à s'impliquer dans des conférences de ce type pour s'assurer que les OE ne soient pas déconnectées de la réalité du terrain et qu'elles soient conscientes des attentes de la jeunesse au plan professionnel et personnel. Cela donnerait aux OE l'occasion de prodiguer des conseils concrets et de définir l'agenda avec le gouvernement, d'établir des réseaux et d'avoir une approche comparative avec d'autres pays africains.
3. S'efforcer à accroître la visibilité du travail accompli par les OE, en particulier dans les domaines de l'emploi des jeunes et du développement des compétences.
4. Mettre en relation les entrepreneurs locaux et les organismes gouvernementaux correspondants. Les OE peuvent s'associer avec des jeunes qui ont déjà un impact dans un secteur spécifique et mettre leur travail en valeur.
5. Coordonner la voix des entreprises autour de positions communes et parler d'une seule voix.
6. Soutenir les entreprises et prôner le soutien aux entreprises afin d'accroître les compétences, la requalification et le perfectionnement des jeunes et de la main d'œuvre actuelle.

“Le gouvernement a un rôle essentiel à jouer.”

La politique est l'affaire de tous. L'égalité sociale et économique est essentielle au maintien d'une population prospère. Les gouvernements peuvent renforcer et reproduire les meilleures pratiques pour accélérer le développement et la coopération Sud-Sud.

1. Encourager les jeunes à entrer dans la sphère politique et dans le monde de l'entrepreneuriat.
2. S'assurer que les principales politiques incluent l'alignement des programmes scolaires aux besoins des entreprises et de l'industrie.
3. Mettre l'accent sur le renforcement des compétences générales et des compétences spécialisées qui favorisent l'employabilité.
4. Investir dans l'éducation et l'entrepreneuriat des jeunes parce que le financement est essentiel.
5. Habilitier et encadrer la prochaine génération de dirigeants, de militants et de citoyens indépendants/responsables de leurs nations respectives.
6. Reconnaître que les jeunes sont sous-représentés dans les processus de prise de décisions. L'inclusion des jeunes est déterminante (personnes handicapées, jeunes séropositifs, jeunes LGBT). Veiller à ce que les gouvernements s'impliquent et qu'ils mettent en particulier l'accent sur les femmes et les adolescents.
7. Reconnaître que les femmes sont désavantagées dans la vie courante, en matière de santé et de santé maternelle, et les placer à l'avant-plan dans l'élaboration des politiques. Nous voulons voir plus de filles aller à l'école et développer des compétences professionnelles.